

■ Jean-Pascal Labille, secrétaire général des Mutualités socialistes, dresse un bilan sévère de la politique menée par la ministre Maggie De Block.

■ Il réclame une norme de croissance du budget des soins de santé de 3%.

■ Et invite le PS à s'ancrer dans la réalité.

“On remet au travail des gens qui font de la chimiothérapie”

“Les corps intermédiaires permettent de canaliser la colère. Mais quand ils ne rencontrent pas les aspirations des gens, ils perdent leur légitimité.”

Entretien Laurent Gérard et Stéphane Tassin

Dans six mois, on vote. Sans plus attendre, Jean-Pascal Labille, secrétaire général des Mutualités socialistes, fait le bilan de l'action de Maggie De Block (Open VLD), ministre fédérale de la Santé publique et des Affaires sociales. Catastrophique, à l'entendre.

Comment jugez-vous la politique de M^{me} De Block ?

Jamais on n'a mené une politique aussi austère. La norme de croissance du budget des soins de santé a été ramenée de 3% à 1,5%, alors que le Bureau du Plan dit que les dépenses en soins de santé augmentent naturellement de 2,2% par an. Au cours de la législature, cela fait plus de deux milliards d'économies.

Ces économies touchent-elles les patients ?

Les économies directes sur les patients, nous les chiffons à 130 millions d'euros: augmentation des tickets modérateurs (la part payée par le patient) pour les consultations chez certains spécialistes, moindre remboursement de certains médicaments, suppression de l'obligation d'appliquer le tiers payant pour les maladies chroniques... Et puis, très inquiétant, il y a l'augmentation des suppléments d'honoraires médicaux à l'hôpital en chambre simple. En 2017, pour la première fois, le montant de ces suppléments a été équivalent aux remboursements de l'Inami. Le financement des hôpitaux est de plus en plus privé. Enfin, en raison des économies, les prestataires de soins ont de moins en moins intérêt à se conventionner (s'engager

à respecter les tarifs Inami en échange d'avantages divers, Ndlr). Aujourd'hui, chez les dentistes, on est à 38,6% de non-conventionnés. Du coup, la sécurité tarifaire est moins grande pour les patients. Et maintenant, le cabinet De Block envisage de nous empêcher

de rembourser le ticket modérateur pour la consultation chez le généraliste, via l'assurance complémentaire. Si elle vient avec ça, je lui ferai la guerre. C'est un élément majeur d'accessibilité aux soins de santé.

Quelle norme de croissance préconisez-vous ?

Nous souhaitons que le budget des soins de santé ne soit plus fixé en fonction de contraintes budgétaires, mais d'objectifs de santé. Si nous voulons réduire les inégalités, il faut rembourser intégralement la première ligne. Nous voulons une norme de croissance de 3%.

Ne fallait-il pas réaliser des économies, des rationalisations dans la santé ?

L'accord de gouvernement dit qu'il faut faire des économies à trois quarts sur les dépenses et à un quart sur les recettes. Quand on a dit ça, on a tout dit. À partir de là, vous entrez dans une logique d'austérité. M^{me} De Block a réussi à coaliser contre elle tous les acteurs de la santé, à part l'industrie pharmaceutique.

La concertation sociale ne fonctionne pas ?

Dans les soins de santé comme ailleurs, on a voulu la museler: on impose un cadre budgétaire au comité de l'assurance de l'Inami, on fixe le prix du médicament de façon opaque... On a utilisé le budget de l'assurance-maladie au profit de l'industrie pharmaceutique. C'est la vérité. De Block a accepté des prix scandaleux, hautement élevés, pour de nouveaux médicaments. Du coup, le budget affecté aux médicaments a été systématiquement dépassé. Je suppose qu'il y a eu un

lobbying très intéressant de l'industrie pharmaceutique et qu'elle y a été sensible. Mais on a aujourd'hui 582 millions d'euros à charge de la sécurité sociale et qui auraient dû être à charge de l'industrie.

M^{me} De Block a entrepris des réformes importantes pour les hôpitaux. C'est positif, non ?

Concernant le financement des hôpitaux, c'est une réforme a minima. Concernant le paysage hospitalier, mettre les hôpitaux en réseaux est nécessaire, mais pas de la façon dont elle le fait. Son seul objectif, c'est des économies budgétaires, alors que cela devrait être d'adapter le parc hospitalier aux besoins du XXI^e siècle, avec le vieillissement et l'évolution technologique.

Le gouvernement a introduit un trajet de

réintégration pour favoriser le retour au travail des malades. Qu'en dites-vous ?

Cela part d'un fantasme: les malades sont des profiteurs. Bien sûr, tout le monde connaît quelqu'un qui est sur la mutuelle et qui en profite. Mais ici, on en fait une généralité alors que 99% des gens ne demandent pas à être dans cette situation où ils gagnent moins que quand ils travaillent et où leurs dépenses de santé explosent. Ce dispositif de réintégration s'est soldé par un taux de 68% de travailleurs (sur 16 000 concernés) considérés comme définitivement déclassés, c'est-à-dire incapables de réintégrer leur entreprise. Ce qui permet à l'employeur de licencier sans indemnité, s'il n'y a pas plus de postes adaptés au sein de l'entreprise. Nos médecins ne font plus que contrôler, alors qu'ils voudraient aider les gens. Certains médecins conseils, mis sous pression, se sentent obligés de remettre au travail des gens qui sont en chimiothérapie! On est où, là? Cette politique dure ne donne pas de bons résultats. Tout ce qu'elle fait, c'est créer de la main-d'œuvre bon marché pour le marché du travail.

“Les alliances PS-MR envoient un message brouillé”

Les “gilets jaunes”, c’est une réaction à la politique du gouvernement fédéral ?

C’est une réaction globale. Ce mouvement est plus large que le volet qui concerne le prix du carburant.

C’est là-dessus que le mouvement est parti. Vous êtes à l’aise avec ce mouvement ?

J’entends la colère, mais si elle n’est pas catalysée, on ne peut pas être à l’aise. La semaine dernière, j’étais en France et on me disait que ceux qui participaient à ce mouvement n’étaient pas les plus précarisés. Ce sont des gens de la classe moyenne qui expriment leurs peurs de devenir pauvre. Le prix du carburant, c’est une revendication liée au pouvoir d’achat. Le deuxième problème est lié à la justice sociale. Il n’y a plus de confiance dans les élites, qu’elles soient politiques ou médiatiques. Le troisième problème, c’est le rejet d’un système économique et social qui ne permet plus aux gens d’avoir une vie digne.

Cette peur du déclassement et ce manque de confiance à l’égard des élites sont-ils rationnels ?

C’est du ressenti mais c’est aussi du réel. Nous sommes dans une société d’hyperconsommation et, en ça, l’action des “gilets jaunes” qui disaient “cessez de consommer !” était bonne.

Est-ce que c’est le ressenti qui doit guider les actes des gens ?

C’est pour ça que le mouvement n’est pas encadré comme lors d’un mouvement syndical. Mais le ressenti se base quand même sur quelque chose de réel. Il faut voir le nombre de couples qui ont des fins de mois difficiles, les difficultés des familles monoparentales, etc. Ma fille, qui n’est plus là, gagnait 1 200 euros par mois. Qu’est-ce qu’on fait avec ça ? Quel est l’avenir avec un tel montant ? Quand on désespère une population, il faut s’attendre à des actes de colère.

Cette contestation ne se fait pas avec les syndicats. Comment l’expliquez-vous ?

Les syndicats, comme d’autres corps intermédiaires, font partie des élites par lesquelles les gens pensent ne plus pouvoir agir. Même si je nuancerais en disant que les syndicats ont encore une grande proximité avec la population. L’autre élément concerne les réseaux sociaux. C’est une formidable caisse de résonance, pour le meilleur et pour le pire. Et puis, vous ajoutez à cela la vague migratoire qui entraîne cette peur de l’autre. Vous avez alors des gens qui disent qu’ils vont s’organiser eux-mêmes. Et ça, c’est dangereux. Si la politique ne s’ancre plus dans la réalité, ça n’ira pas. Les corps intermédiaires permettent de canaliser la colère. Mais quand ils ne rencontrent pas les aspirations des gens, ils perdent leur légitimité.

Est-ce que le monde politique a encore tout le pouvoir qu’on lui prête ?

Non, les groupes financiers sont plus importants que le monde politique et que les États. Un des grands défis du XXI^e siècle, c’est le rôle de l’État. Comment retrouver de la puissance étatique. Ce siècle sera social ou ne sera pas.

Qu’est-ce que vous dites au PS en vue du prochain scrutin ?

Il faut recréer du lien social, une politique de proximité. Je dis au PS d’entendre cette colère. Je crois aussi que le PS doit changer sa gestion. Elle doit être plus horizontale, plus collective. Mais à six mois des élections, le temps n’est pas à la désunion. Nous avons un ennemi identifié, la droite incarnée par ce gouvernement MR-N-VA.

Pourtant, le PS s’est allié dans trois provinces avec le MR. Ce n’est pas un paradoxe ?

J’aurais aimé des coalitions plus progressistes là où c’était possible. C’est vrai que le message envoyé peut paraître brouillé. Mais ce qu’il faut retrouver en vue de 2019, c’est une ligne de conduite très claire.

Quelles coalitions voulez-vous en 2019 ?

Les plus progressistes possible. Mais ce qui compte, c'est le projet. Vous savez, ce que le gouvernement fédéral fait avec les migrants, c'est la même chose qu'avec les malades et les chômeurs. C'est rejeter ceux qui sont différents. On verra quel bilan le MR tirera de sa participation au gouvernement fédéral.

Je crois que le fait régional s'imposera d'abord, et après on fera un gouvernement fédéral et ce sera très difficile. Le PS doit viser 30% et c'est tout à fait possible. Il a tous les arguments en main pour être incontournable. La politique est un rapport de forces. Quand un parti de gauche ne pense plus société, il s'affaiblit et risque de devenir marginal comme le PS en France.